



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

tensions entre les États-Unis et l'Iran

Question au Gouvernement n° 2091

Texte de la question

TENSIONS ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET L'IRAN

**M. le président.** La parole est à M. Meyer Habib.

**M. Meyer Habib.** Monsieur le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, jeudi dernier, à dix minutes près, les États-Unis lançaient des frappes contre l'Iran. À chaque instant, nous pouvons basculer dans une guerre aux conséquences imprévisibles. La France œuvre à une désescalade. Dont acte. Monsieur le ministre, vous le savez, depuis des années, la République islamique d'Iran déstabilise le Moyen-Orient. Ces dernières semaines se sont succédé menaces et agressions. Au cœur de la crise : la question nucléaire.

Jamais les mollahs n'ont renoncé à l'arme atomique ni cessé de développer leurs capacités balistiques. Vous l'avez rappelé : dans deux jours – jeudi –, leur stock d'uranium enrichi aura dépassé le plafond de 300 kilogrammes et l'Iran dispose d'uranium enrichi à 20 % au lieu des 3 % permis. Si rien n'est fait très vite, l'Iran aura des ogives nucléaires pouvant atteindre l'Europe.

Comme nous voyons, l'accord de 2015 est caduc.

**M. Jean-Luc Mélenchon.** Ah...

**M. Meyer Habib.** Certains, y compris sur ces bancs, renvoient dos à dos Iraniens et Américains. (*Protestations sur les bancs des groupes FI et GDR.*) C'est une faute morale et politique.

**M. Jean-Paul Lecoq.** Va-t-en-guerre !

**M. Meyer Habib.** Entre nos alliés américains, qui partagent nos valeurs et dont on célébrait il y a quinze jours le débarquement en Normandie, et un régime islamiste sanguinaire, le choix est fait.

**M. Alexis Corbière.** Qui vend des armes à l'Arabie saoudite ?

**M. Meyer Habib.** Rassurez-moi, monsieur le ministre : la France doit choisir le camp de la liberté. Depuis quarante ans, la République islamique d'Iran est la matrice du djihad mondial ; elle applique la charia, lapide les femmes, pend les homosexuels, emprisonne des journalistes et sponsorise le terrorisme. Sans remonter jusqu'à l'attentat du Drakkar ou à celui de la rue de Rennes, un méga-attentat a été déjoué il y a un an à Villepinte, nouvelle accueillie dans un silence troublant. Vous savez mon attachement à ces questions. Chaque année, ce régime négationniste organise un concours de caricatures sur la Shoah et déclare ouvertement vouloir anéantir l'État d'Israël. Aujourd'hui, les Iraniens profitent de nos divisions.

Certes, nous essayons d'éviter la guerre, mais, pour paraphraser Churchill : nous risquons d'avoir la bombe, la guerre et le déshonneur. Un seul objectif : l'Iran ne doit jamais avoir l'arme atomique. Aussi, monsieur le ministre, pourquoi, aujourd'hui, est-ce l'Iran qui fait pression sur l'Europe et non l'inverse ?

**M. Jean Lassalle.** Très bien !

**M. Stéphane Peu.** Le fait qu'il n'y ait pas eu d'applaudissements est l'honneur de cette assemblée !

**M. le président.** La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

**M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.** Monsieur Habib, la France est signataire de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien et elle entend le rester. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM et sur les bancs des groupes FI et GDR.*) La France est signataire de l'accord de Vienne, autrement appelé JCPOA – Joint Comprehensive Plan of Action, Plan d'action global commun –, parce qu'il est la meilleure garantie de stabilité de toute la région, pour tous les pays (Mêmes mouvements), y compris un pays qui vous est particulièrement cher, monsieur le député. La prolifération nucléaire est en effet le risque majeur, et nous sommes convaincus, à cette heure, que l'Iran respecte ses engagements.

**M. Alexis Corbière.** Bravo !

**M. Jean-Yves Le Drian, ministre.** Ce n'est pas une raison pour ne pas alerter, comme je l'ai fait tout à l'heure, sur les risques que représenterait une initiative iranienne de nature à remettre en cause l'accord de Vienne. Nous entamerions dès lors une procédure de règlement des différends relevant davantage du Conseil de sécurité des Nations unies et qui serait préjudiciable à la stabilité de l'ensemble de la région. Nous pensons par conséquent que les alertes que nous lançons aux Iraniens, que le dialogue que nous entretenons avec eux peut leur faire prendre conscience des nécessités de l'heure.

Nous avons déjà déclaré – et nous sommes en désaccord sur ce point, monsieur Habib – que nous n'étions pas favorables à l'action menée par les États-Unis de retirer leur signature de l'accord de Vienne. Cet accord, j'y insiste, est bon : il préserve la sécurité dans la région et il faut le poursuivre, sous réserve que l'Agence internationale de l'énergie atomique – AIEA – puisse contrôler régulièrement qu'il est respecté – or c'est le cas –, et sous réserve que les Européens et l'ensemble des signataires – Royaume-Uni, Allemagne, France, mais aussi Chine et Russie – puissent définir un dispositif financier permettant à l'Iran de bénéficier des retombées économiques de l'accord.

Notre politique n'a pas changé et nous appelons au dialogue et à la désescalade. (*Applaudissements sur de nombreux bancs des groupes LaREM et MODEM et sur les bancs des groupes FI et GDR.*)

**M. Jean-Paul Lecoq.** Parfait !

## Données clés

**Auteur :** [M. Meyer Habib](#)

**Circonscription :** Français établis hors de France (8<sup>e</sup> circonscription) - UDI et Indépendants

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2091

**Rubrique :** Politique extérieure

**Ministère interrogé :** Europe et affaires étrangères

**Ministère attributaire :** Europe et affaires étrangères

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [26 juin 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [26 juin 2019](#)